

L'AGRICULTURE

LA MAUVAISE RÉCOLTE DE POMMES DE TERRE À TERRE-NEUVE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): J'ai une question pour le ministre de l'Agriculture dont je lui ai déjà parlé. Serait-il prêt à envisager des indemnités pour les fermiers de Terre-Neuve dont la récolte de pommes de terre a été sérieusement réduite par des gelées précoces et pourrait-il étudier des modalités d'aide aux fermiers dans cette situation critique?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Comme le député le sait, il appartient aux autorités provinciales de fournir l'aide nécessaire dans les cas de ce genre. Il y a eu des cas où les dépenses engagées pour cette aide ont été telles qu'elles ont causé de sérieux problèmes financiers, et des fonds ont dû être fournis par le gouvernement fédéral pour aider les provinces à faire face à leurs obligations envers les producteurs. Mais, ces derniers temps, les contributions fédérales pour les dommages aux récoltes ont généralement été limitées à celles qu'Ottawa a versées en vertu de la loi sur l'assurance-récolte. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune représentation de Terre-Neuve demandant la mise en vigueur d'une loi sur l'assurance-récolte.

L'AIDE AUX FERMIERS DE L'OUEST

M. G. W. Baldwin (Peave River): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement est-il en train ou envisage-t-il de prendre des mesures pour venir en aide à un grand nombre de cultivateurs, en particulier de l'Ouest du Canada, qui sont incapables de faire face à leurs obligations au moment de leur échéance à cause de la situation qui existe là-bas, responsabilité attribuée jusqu'ici par la loi au gouvernement fédéral?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur, des mesures très positives ont été prises et une partie d'entre elles ont été annoncées par le ministre de l'Agriculture il y a eu vendredi huit jours.

LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'ai une question à poser au premier ministre, monsieur l'Orateur. Comme il a maintenant reçu le rapport de l'OCED au sujet de la politique scientifique du Canada, a-t-il l'intention de donner suite à l'une de ses principales recommandations en vue de l'établissement d'un ministère chargé expressément de la politique scientifique?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Nous avons un ministre responsable de la politique scientifique, monsieur l'Orateur.

M. Broadbent: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre semble m'avoir mal compris. Je lui ai demandé s'il songeait à établir un ministère qui serait chargé expressément de la politique scientifique.

Le très hon. M. Trudeau: Nous songerons peut-être à nommer d'autres ministres d'État si l'opposition n'y voit pas d'objection.

M. Bell: Reste-t-il quelqu'un?

[Plus tard]

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'aimerais revenir à la question de la politique scientifique et m'adresser à nouveau au premier ministre pour lui demander si, pour une fois, il pourrait répondre sérieusement à une question sérieuse...

M. l'Orateur: A l'ordre.

Le très hon. M. Trudeau: C'était une réponse sérieuse, monsieur l'Orateur.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE SÉJOUR DU MINISTRE DANS LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. D'après les comptes rendus de la conférence de presse qu'il a donnée pendant son séjour dans la République arabe unie, y a-t-il lieu de croire que ses remarques ont été censurées par les représentants de ce pays?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur.

M. Fairweather: J'ai une question supplémentaire à poser, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il protesté officiellement contre ce manque de courtoisie et quelles mesures le Canada a-t-il prises pour que les demeures des fonctionnaires de l'ambassade ne fassent pas l'objet de perquisitions ni d'autres formes de harcèlement?

L'hon. M. Sharp: Je ne vois pas le rapport entre la deuxième partie de la question et la première. Je ne sais pas très bien si mon ministère a déjà protesté officiellement, mais au moins une protestation sera faite et j'en ferai peut-être une moi-même à l'ambassadeur de la République arabe unie.